



Enquête VOTO relative à la votation populaire fédérale du 27 novembre 2016

Georg Lutz et Florence Lebert

En collaboration avec Daniel Kübler, Thomas Milic, Oliver Lipps

Lausanne, Aarau et Lucerne ; janvier 2017

FORS 
explore.understand.share.

zde |
Zentrum für
Demokratie
Aarau

LINK
INSTITUT

Les enquêtes VOTO examinent le comportement aux urnes lors de votations fédérales. Elles sont financées par la Chancellerie fédérale suisse. La collecte des données et leur analyse relèvent d'un projet communautaire mené par le centre de recherche FORs à Lausanne, le Centre d'études sur la démocratie Aarau (ZDA) et l'institut LINK à Lucerne. Un sondage scientifique exige une transparence totale. Aussi les rapports sont-ils disponibles en allemand, en français et en italien sur le site Internet VOTO : www.voto.swiss/fr. Les questionnaires et données brutes sont accessibles librement à des fins scientifiques sur le portail d'archives FORs forsbase.unil.ch.

Direction du projet VOTO

Prof. Dr Georg Lutz, directeur de FORs (georg.lutz@fors.unil.ch)

Prof. Dr Daniel Kübler, directeur du ZDA (daniel.kuebler@zda.uzh.ch)

Dr Thomas Milic, ZDA (thomas.milic@zda.uzh.ch)

PD Dr Oliver Lipps, FORs (oliver.lipps@fors.unil.ch)

Dr des. Florence Lebert, FORs (florence.lebert@fors.unil.ch)

Urs Aellig, LINK (urs.aellig@link.ch)

Matthias Winzer, LINK (matthias.winzer@link.ch)

Daniela Schempp, LINK (daniela.schempp@link.ch)

Auteurs de la présente enquête

Georg Lutz et Florence Lebert, FORs

En collaboration avec Daniel Kübler et Thomas Milic, ZDA Aarau, ainsi qu'Oliver Lipps, FORs

Contact

VOTO, c/o FORs, Géopolis, 1015 Lausanne

Tél. 021 692 37 30

www.voto.swiss/fr

info@voto.swiss

Traduction

Trad8 Sàrl Agence de traduction (français), Francesco Papini (italien)

Citation du présent rapport

Georg Lutz et Florence Lebert (2017). *Enquête VOTO relative à la votation populaire fédérale du 27 novembre 2016*. FORs, ZDA, LINK : Lausanne/Aarau/Lucerne.

Table des matières

1. Les principaux résultats	4
2. La participation.....	6
3. La formation de l'opinion	9
<i>Le contexte</i>	9
<i>L'importance de l'objet</i>	9
<i>Le moment de la décision et les difficultés de compréhension</i>	10
<i>L'information.....</i>	11
<i>La recherche d'informations.....</i>	12
4. Le verdict des urnes.....	13
<i>Le verdict des urnes en fonction de critères sociaux et politiques.....</i>	13
<i>Les motivations</i>	15
<i>L'impact des arguments de vote</i>	19
Annexe.....	21
<i>Collecte des données.....</i>	21
<i>Représentativité de l'échantillon.....</i>	22
<i>Pondération.....</i>	22
<i>Inférence</i>	22
<i>Tableaux.....</i>	23

1. Les principaux résultats

Initiative « Sortir du nucléaire » : un refus malgré une opposition nette à l'énergie nucléaire

L'initiative « Sortir du nucléaire » a divisé la Suisse en deux camps mus par des motivations fort divergentes. Pour ses adversaires, c'est en premier lieu le calendrier fixé par l'initiative qui a dicté leur décision. Quant à ses partisans, ils se sont généralement laissés guider par les questions de sécurité et les critiques envers l'énergie nucléaire. L'initiative a été rejetée quand bien même dans l'ensemble une nette majorité des votants s'oppose au nucléaire. C'est ce que révèle l'analyse des résultats de l'enquête VOTO relative à la votation fédérale du 27 novembre 2016 menée auprès de 1578 votantes et votants. L'enquête financée par la Chancellerie fédérale a été réalisée conjointement par l'institut de recherche FORS, le Centre d'études sur la démocratie Aarau ZDA et l'institut de sondage LINK.

Les doutes à l'égard du calendrier fixé par l'initiative en vue de l'abandon du nucléaire ont entraîné le rejet de l'initiative ad hoc le 27 novembre 2016. Il s'agit là du motif de refus le plus fréquemment cité par les opposants à l'initiative. En effet, 82% d'entre eux ont adhéré à l'argument selon lequel le calendrier de l'initiative apparaît comme irréaliste et va au-delà de l'objectif visé. La crainte que l'approvisionnement en électricité ne puisse être assuré sans discontinuité a également influencé la décision.

Le choix du *non* est cependant intéressant si l'on considère que, de façon générale, l'énergie nucléaire est largement désapprouvée. Dans l'ensemble, 76% des votantes et votants se sont prononcés en faveur d'une Suisse sans énergie nucléaire. Par ailleurs, à l'image de la majorité des sympathisants de tous les partis, pas moins de 63% des personnes ayant voté « non » se sont déclarées défavorables à l'énergie nucléaire.

Les partisans de l'initiative ont cité les préoccupations en matière de sécurité et leur opposition de principe au nucléaire comme principaux motifs de leur approbation. La question de la sécurité a divisé radicalement les votants : 85% des défenseurs de l'initiative contre 25% de ses détracteurs ont estimé que l'initiative accroîtrait la sécurité. Autre motif d'approbation cité : le problème non résolu de l'élimination des déchets radioactifs – un argument guère entendu durant la campagne.

Les résultats de l'initiative « Sortir du nucléaire » laissent apparaître un net clivage gauche-droite. La quasi-totalité des sympathisants du PES étaient favorables à l'initiative alors qu'ils étaient encore 70% à l'approuver dans les rangs du PS et du PVL. Par contre, seuls 20% des adhérents au PLR et à l'UDC ont glissé un *oui* dans les urnes. L'initiative a surtout séduit les moins de 50 ans et les diplômés de l'enseignement supérieur.

Objet soumis au vote

Lors de la votation du 27 novembre 2016, le peuple suisse devait se prononcer sur un seul objet : l'initiative lancée en 2011 par le Parti écologiste suisse et déposée en 2012 « Pour la sortie programmée de l'énergie nucléaire (initiative « Sortir du nucléaire ») ». L'initiative a été rejetée avec 54% de non.

Enquêtes VOTO

Les enquêtes VOTO sont un projet commun de l'institut de recherche FORS, du Centre d'études sur la démocratie Aarau ZDA et de l'institut de sondage LINK. Elles sont financées par la Chancellerie fédérale suisse. Depuis l'automne 2016, les enquêtes VOTO remplacent les sondages VOX, toujours sur mandat de la Confédération.

Cette enquête a été réalisée par téléphone auprès de 1578 votantes et votants entre le 29 novembre et le 17 décembre 2016. 812 entretiens ont été réalisés en Suisse alémanique, 433 en Suisse romande et 333 au Tessin. Toutes les personnes interrogées ont été sélectionnées de manière aléatoire dans le registre d'échantillonnage de l'Office fédéral de la statistique. L'enquête a duré en moyenne 19,3 minutes.

La formulation des questions, les enquêtes ainsi que l'analyse des données relèvent de la responsabilité exclusive de VOTO et reposent sur des critères purement scientifiques. Les sondages présentent une marge d'erreur qui varie en fonction du nombre de personnes interrogées ainsi que de leur répartition.

2. La participation

Le 27 novembre 2016, la population suisse s'est prononcée sur l'initiative « Pour la sortie programmée de l'énergie nucléaire (initiative « Sortir du nucléaire ») ». Avec un taux de 45%, la participation au scrutin est restée dans la moyenne des chiffres enregistrés ces dernières années.

Le **Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.** montre qu'à l'image de précédentes votations, la participation a varié en fonction de différents critères socio-démographiques tels que le sexe, l'âge ou le niveau de formation. Par exemple, plus les votants étaient âgés, plus ils se sont montrés assidus. Ainsi, 31% des 18-29 ans contre 57% des plus de 69 ans se sont rendus aux urnes. Le niveau de formation a lui aussi joué un rôle dans la participation, les personnes n'ayant pas suivi de formation post-obligatoire et celles possédant le niveau de formation le plus élevé (diplôme tertiaire) ayant voté à hauteur de respectivement 38% et 54%.

Si l'on observe le taux de participation en fonction du sexe, il apparaît que les hommes (51%) ont davantage pris part au scrutin que les femmes (40%). Comme il ressort de l'analyse détaillée présentée ci-dessous, la différence de participation entre les hommes et les femmes s'explique vraisemblablement par la difficulté particulière qu'ont eue les femmes à se positionner dans cette votation.

Tableau 2-1 : participation en fonction de critères socio-démographiques (en % des votants)

Critères	Participation au scrutin (%) (pondéré)	n	V de Cramer/marge d'erreur
Total	45	1578	
Sexe			V = 0,11***
Hommes	51	777	+/-3,1
Femmes	40	801	+/-3,3
Age			V = 0,20***
18 à 29 ans	31	200	+/-6,9
30 à 39 ans	29	146	+/-8,1
40 à 49 ans	41	260	+/-5,8
50 à 59 ans	50	301	+/-5,1
60 à 69 ans	54	313	+/-4,7
70 ans et plus	57	358	+/-4,3
Niveau de formation			V = 0,13***
Sans formation post-obligatoire	38	182	+/-7,0
Formation professionnelle initiale/apprentissage	40	674	+/-3,6
Maturité/formation professionnelle supérieure	50	325	+/-4,8
Haute école spécialisée/université/EPF	54	390	+/-4,2

Les valeurs indiquées correspondent au nombre non pondéré de personnes interrogées (n) par groupe de critères pour lequel la marge d'erreur a été calculée. Le test du khi-carré de Pearson a été utilisé pour vérifier le caractère significatif du rapport entre deux variables (la plupart du temps) catégorielles. Le symbole *** indique une probabilité d'erreur inférieure à un pour mille ($Pr < ,001$), ** une probabilité d'erreur inférieure à un pour cent ($Pr < ,01$) et * une probabilité d'erreur inférieure à cinq pour cent ($Pr < ,05$). Le V de Cramer, une mesure d'association calculée à partir du khi-carré, permet d'établir le degré de corrélation entre deux variables. Le V de Cramer se situe entre 0 (aucune corrélation) et 1 (corrélation parfaite).

Outre les critères socio-démographiques, l'intérêt pour la politique et les convictions politiques ont également rejailli sur la participation au scrutin. Comme l'on pouvait s'y attendre, plus les personnes s'intéressent à la politique, plus elles ont pris le chemin des urnes. Parmi celles qui ne manifestent

aucun intérêt pour le sujet, elles sont 9% à avoir voté alors que chez les personnes qui s'intéressent *plutôt* ou *beaucoup* à la politique, leur proportion atteint respectivement 52% et 77%.

Lorsqu'une votation porte sur un seul objet fédéral, on peut supposer que le thème de l'objet mobilisera très fortement les personnes d'un certain bord politique. Dans le cas de l'initiative « Sortir du nucléaire », issue des rangs de la gauche et des Verts, cette hypothèse s'est vérifiée : avec 69% de participation, les partisans du PVL ont été les plus nombreux à se rendre aux urnes, suivis par les sympathisantes et sympathisants du parti écologiste (58%). Les adhérents du PLR (56%), du PS (53%) et du PDC (52%) ont eux aussi voté en nombre. En revanche, l'UDC (39%) a peiné à mobiliser ses membres.

Dès lors que les électeurs sont invités à se positionner sur l'échiquier politique, de tout à gauche (0) à tout à droite (10), on constate que la participation des personnes qui se situent exactement au centre (40%) est inférieure à celle des autres votants.

A la question de savoir à quelle fréquence elles participent aux votations fédérales, les personnes interrogées ont en moyenne indiqué prendre part à sept votations fédérales sur dix. 66% des personnes qui se rendent souvent ou toujours aux urnes lors de scrutins fédéraux (participation à 7 à 10 scrutins sur 10) ont également voté le 27 novembre 2016. Cette proportion tombe à 15% chez les électeurs qui participent à environ la moitié des scrutins (entre 4 et 5 sur 10) et à 5% chez ceux qui n'y participent jamais ou seulement rarement (entre 0 et 3 sur 10).

Tableau 2-2 : participation en fonction de critères politiques (en % des votants)

Critères	Participation au scrutin (%) (pondéré)	n	V de Cramer/marge d'erreur
Total	45	1578	
Intérêt politique			V = 0,40***
Très intéressé-e	77	343	+/-3,2
Plutôt intéressé-e	52	784	+/-3,0
Plutôt pas intéressé-e	23	332	+/-5,4
Pas du tout intéressé-e	9	114	+/-8,1
Sympathie politique			V = 0,17***
PLR	56	270	+/-5,2
PDC	52	176	+/-6,5
PS	53	265	+/-5,2
UDC	39	245	+/-6,0
PVL	69	72	+/-8,7
Les Verts	58	85	+/-8,6
Autre parti	39	81	+/-10,3
Aucun parti	30	354	+/-5,2
Positionnement politique (0-10)			V = 0,09*
Tout à gauche (0-2)	55	122	+/-7,4
Gauche (3,4)	51	284	+/-5,1
Centre (5)	40	559	+/-3,9
Droite (6,7)	51	358	+/-4,5
Tout à droite (8-10)	51	156	+/-7,0

55% des électeurs ne se sont pas rendus aux urnes lors de la votation sur l'initiative pour la sortie du nucléaire. Dans le cadre de l'enquête, les abstentionnistes se sont vu proposer diverses raisons, qu'ils pouvaient accepter ou refuser, pour expliquer leur non-participation. Une majorité relative, à savoir 43%, a indiqué avoir eu un empêchement (maladie, vacances ou contrainte d'une autre nature). Des analyses réalisées à l'occasion de précédentes votations ont toutefois démontré que les personnes sondées ont tendance à donner des réponses satisfaisant à certaines attentes sociales lorsqu'on les questionne sur les raisons de leur abstention. En témoignent par exemple les 15% de personnes interrogées qui, bien qu'elles reconnaissent ne *jamaïs* voter, ont indiqué avoir tout simplement eu un empêchement le 27 novembre 2016. En outre, 28% des personnes interrogées ont déclaré n'avoir pas participé au scrutin, certaines que leur seule voix ne permettrait pas de faire la différence. 24% des abstentionnistes ne sont pas parvenus à se décider, 23% n'ont pas voté parce qu'ils ont estimé que l'issue de la votation était clair dès le départ et 22% ont avoué ne pas s'intéresser au thème soumis au vote. 20% des abstentionnistes ont adhéré aux arguments selon lesquels les votations ne peuvent de toute façon rien changer et que l'objet de la votation était trop compliqué.

Les femmes ont eu tendance à invoquer légèrement plus fréquemment que les hommes la complexité du sujet et l'indécision comme motifs d'abstention. A contrario, les hommes ont davantage considéré que le résultat de la votation était connu d'avance.

Tableau 2-3 : raisons de la non-participation au scrutin (en % des abstentionnistes)

Raisons de la non-participation	Part (%)
Empêchement (vacances, maladie, etc.)	43
Le résultat ne dépend pas de ma seule voix	28
Indécision	24
Le résultat de la votation était clair	23
Désintérêt pour l'objet de la votation	22
Les votations ne peuvent rien changer de toute façon	20
Objet de la votation trop compliqué	20

Le nombre d'abstentionnistes est de 485. Les pourcentages ont été calculés sur la base du nombre total de réponses matérielles données (hors « ne sait pas » et « aucune indication »). Plusieurs réponses étaient possibles.

3. La formation de l'opinion

Le contexte

En juin 2011, soit environ deux mois après la catastrophe nucléaire de Fukushima, au Japon, le Parti écologiste suisse a lancé l'initiative « Pour la sortie programmée de l'énergie nucléaire (initiative « Sortir du nucléaire ») », dont l'objectif était d'interdire l'exploitation de centrales nucléaires et de limiter à 45 ans la durée d'exploitation des installations existantes. Trois des cinq centrales nucléaires en activité en Suisse auraient dû être mises hors service en 2017 et la dernière aurait dû fermer en 2029. L'initiative a pu compter sur le soutien des Verts, du PS, du PVL et du PEV ainsi que d'organisations de protection de l'environnement telles que le WWF et Greenpeace. L'UDC, le PLR, le PDC, le PBD, l'UDF ainsi qu'economiesuisse et l'Union suisse des arts et métiers se sont pour leur part opposés au projet.

Les initiants ont argué que la Suisse exploitait le plus vieux parc nucléaire du monde et que fixer une échéance pour sa mise hors service procurerait à la fois clarté et sécurité. La promotion des énergies renouvelables permettrait de compenser la perte induite par la fermeture des centrales nucléaires et de renforcer la sécurité de l'approvisionnement. En outre, la transition énergétique serait gage de création d'emplois.

Le Conseil fédéral et le Parlement ont pris position contre l'initiative, faisant valoir l'argument selon lequel le calendrier fixé serait trop serré et que l'arrêt prématuré des centrales nucléaires augmenterait la dépendance vis-à-vis de l'étranger, compromettrait la sécurité de l'approvisionnement et serait assorti de risques financiers considérables.

Le peuple a rejeté l'initiative par 54,2%. Les cantons de Bâle-Ville et de Bâle-Campagne ainsi que quatre cantons romands (le Jura, Genève, Neuchâtel et Vaud) se sont exprimés en faveur de l'initiative alors que tous les autres s'y sont opposés.

L'importance de l'objet

Les personnes sondées ont été priées de situer, sur une échelle de 0 (« aucune importance ») à 10 (« très grande importance »), l'importance que représentait pour eux personnellement l'objet soumis au vote. L'initiative « Sortir du nucléaire » a recueilli 7,4 points. Comparativement à la dernière votation lors de laquelle l'importance des objets avait été évaluée entre 6,1 et 7,1 points, il s'agit d'une valeur relativement élevée. Le 25 septembre 2016, le peuple suisse s'était prononcé sur les initiatives « Economie verte » et « AVSplus » ainsi que sur la loi sur le renseignement. Avec une moyenne de 6,1 points, l'initiative « Economie verte », elle aussi issue du camp de la gauche et des Verts, avait été considérée comme la moins importante par les personnes interrogées. 59% des électeurs avaient alors prêté une grande voire une très grande importance à cet objet. Avec les 81% mesurés cette fois, l'initiative « Sortir du nucléaire » a suscité un intérêt nettement plus élevé. Cet écart pourrait s'expliquer par le fait que l'initiative « Economie verte » poursuivait des objectifs plutôt abstraits, visant à œuvrer pour une économie durable et fondée sur une gestion efficiente des ressources d'ici à 2050. A l'inverse, l'initiative « Sortir du nucléaire » proposait des objectifs clairs en ce qui concerne l'exploitation des centrales nucléaires, qui auraient dû être mis en œuvre dès 2017. Cette proximité temporelle pourrait être à l'origine de l'intérêt plus marqué des votants.

Les affinités politiques ont également joué un rôle non négligeable dans l'importance accordée à l'objet. Les valeurs les plus hautes ont été enregistrées chez les membres du parti écologiste (8,7) et du PS (7,9), et les plus faibles dans les rangs des sympathisantes et sympathisants du PLR et du PEV (6,8 chacun). Les valeurs dans lesquelles se reconnaissent les personnes sondées se sont également reflétées dans l'intérêt porté à l'initiative « Sortir du nucléaire ». Les électeurs partisans d'une Suisse davantage préoccupée par la protection de l'environnement que par la prospérité économique et à même de se passer de l'énergie nucléaire ont attaché à titre personnel une très grande importance à l'initiative.

Tableau 3-1 : importance personnelle accordée à l'initiative « Sortir du nucléaire » en comparaison avec celle prêtée à l'initiative « Economie verte » (part de l'importance en % des votants)

Degré d'importance	« Economie verte » Votation du 25.09.2016	« Sortir du nucléaire » Votation du 27.11.2016
Très faible (0,1)	5	2
Faible (2-4)	20	7
Moyenne (5)	16	11
Grande (6-8)	42	50
Très grande (9,10)	17	31
Total	100	100
Moyenne arithmétique (n)	6,1 (1041)	7,4 (1057)

Remarques : les réponses « Ne sait pas » et les refus de se prononcer n'ont pas été pris en compte. Les résultats ont été pondérés. Les chiffres ayant été arrondis, le total n'est pas toujours égal à 100%.

Le moment de la décision et les difficultés de compréhension

Les personnes sondées ont été invitées à préciser à quel moment elles ont pris leur décision et si elles ont éprouvé des difficultés à saisir la teneur de l'objet soumis à votation. Comme le montre le **Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.**, une large majorité s'est décidée très tôt puisqu'au total, 63% des votants ont indiqué avoir arrêté leur choix dès le début. 30% se sont forgé leur opinion pendant la campagne et les 7% restants n'ont rallié leur camp qu'au dernier moment. En comparaison avec les hommes, les femmes ont plus souvent attendu la campagne ou le dernier moment pour prendre leur décision. Seule une courte majorité d'entre elles (56%) était au clair sur son choix dès le début et elles ont été plus de deux fois plus nombreuses que les hommes à se ranger au oui ou au non au dernier moment.

En comparaison avec la votation fédérale du 25 septembre 2016, les votants se sont forgé relativement tôt leur opinion sur l'initiative « Pour la sortie programmée de l'énergie nucléaire ». Lors de la précédente consultation, un peu moins de la moitié des électeurs seulement avait pris position dès le début et environ 17% n'avaient pu arrêter leur choix qu'au dernier moment.

Tableau 3-2 : moment de la décision en fonction du sexe (en % des votants)

Moment de la décision	Total	Hommes	Femmes
Dès le début	63	69	56
Pendant la campagne	30	26	34
Au dernier moment	7	4	10
Total	100	100	100

Les résultats ont été pondérés. Les réponses « Ne sait pas » (max. 0,5%) n'ont pas été prises en compte. Les chiffres ayant été arrondis, le total n'est pas toujours égal à 100%.

Les votants ont été priés de préciser s'il leur avait paru plutôt facile ou plutôt difficile de comprendre le but visé par l'initiative « Sortir du nucléaire ». Au total, 88% d'entre eux ont indiqué avoir saisi assez facilement la teneur du projet. Il apparaît donc que l'initiative sur l'abandon du nucléaire reposait sur un objet aisément compréhensible, à propos duquel les citoyens n'ont guère eu de mal à se prononcer. L'analyse révèle cependant que les femmes ont rapporté avoir eu plus de peine que les hommes à cerner l'objet soumis au vote.

Les difficultés qu'ont eues les femmes à se forger leur opinion et les motifs d'abstention susmentionnés pourraient expliquer la sous-représentation de celles-ci au scrutin sur l'initiative « Pour la sortie programmée de l'énergie nucléaire ».

Tableau 3-3 : difficultés de compréhension en fonction du sexe (en % des votants)

Difficultés de compréhension	Total	Hommes	Femmes
Décision plutôt aisée	88	92	83
Décision plutôt compliquée	12	8	17
Aucune indication, ne sait pas	<1	<1	<1
Total	100	100	100

Les résultats ont été pondérés. Les chiffres ayant été arrondis, le total n'est pas toujours égal à 100%.

L'information

Afin de déterminer à quel point les électrices et électeurs étaient au fait sur l'objet soumis au vote, nous avons développé un indice servant à mesurer le degré d'information. L'indice relatif à l'information spécifique à l'objet se compose de la question sur l'objet de la votation et de celle sur les raisons. Il a été déterminé comme suit : les personnes qui ont réussi à citer l'objet de la votation ont obtenu un point. Aucun point n'a été attribué à la question portant sur les raisons en l'absence d'une vraie réponse (*ne sait pas* ou *aucune indication*). Les raisons d'ordre général, sans rapport avec le contenu, ou les recommandations ont donné lieu à un point. Les personnes ayant mentionné une raison de fond – indépendamment de leurs explications nuancées – ont reçu deux points. En conséquence, un total de trois points maximum était possible. L'indice d'information a été comparé à l'intérêt politique à des fins d'évaluation de la validité de critère. La corrélation entre l'information et l'intérêt politique est élevée. Le coefficient de corrélation de rang de Spearman se monte à ,39.

En moyenne, les votants ont obtenu 2,6 points à l'indice d'information. En comparaison avec la votation fédérale du 25 septembre 2016, ceux-ci étaient bien informés et ont recueilli le même nombre de points que pour l'initiative « AVSplus ».

En ce qui concerne l'initiative « Sortir du nucléaire », 68% des électeurs ont affiché un niveau d'information très élevé, 27% un niveau plutôt élevé et 5% un niveau bas ou plutôt bas. Le degré d'information élevé des votantes et votants pourrait s'expliquer par le fait que la votation qui nous occupe portait sur un seul et unique objet, ce qui leur a permis de focaliser toute leur attention sur le projet proposé.

Tableau 3-4 : connaissances spécifiques à l'objet (en % des votants, n = 1062)

Niveau d'information	Initiative « Sortir du nucléaire »
Très bas (0 point)	1
Plutôt bas (1 point)	4
Plutôt élevé (2 points)	27
Très élevé (3 points)	68
Total	100
Moyenne arithmétique	2,6

Les résultats ont été pondérés. Les chiffres ayant été arrondis, le total n'est pas toujours égal à 100%.

La recherche d'informations

Les votants ont été invités à préciser s'ils avaient pour habitude de s'informer sur l'actualité politique par le biais de la presse écrite classique et de la télévision ou s'ils utilisaient principalement Internet à cette fin. Une grande majorité (70%) a indiqué privilégier la presse traditionnelle ou la télévision. 11% ont cité Internet comme source d'information principale et les 19% restants ont rapporté consulter quasiment dans les mêmes proportions les médias en ligne et hors ligne. Ces tendances se reflètent également dans les canaux d'information mis à profit dans le cadre de la votation sur l'initiative « Sortir du nucléaire ». Nous avons proposé aux personnes sondées un certain nombre de sources d'information en leur demandant de nous indiquer dans quelle mesure elles recourent à chacune d'elles. Le **Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.** présente la proportion d'électrices et d'électeurs qui se sont appuyés sur chaque source et dans quelle mesure (dans le cadre de la détermination de l'intensité d'utilisation, les personnes ayant indiqué ne pas avoir *du tout* utilisé la source correspondante n'ont pas été prises en considération). Avec 92%, les articles de journaux ont eu la faveur des votants. Si le livret d'explications du Conseil fédéral a soulevé un intérêt un peu plus réduit (87%), son intensité d'utilisation, évaluée à 6,8 points sur une échelle de 1 à 10, est statistiquement supérieure à celle des articles de journaux (6,4 points). Parmi les sources d'information consultées relativement rarement figurent les informations sur le lieu de travail, (35%), les films et vidéoclips sur Internet (33%) et les médias sociaux comme Facebook ou Twitter (27%).

Tableau 3-5 : utilisation des médias (en % des votants, n = 1029-1062)

Sources d'information	Taux d'utilisation en %	Intensité d'utilisation
Articles dans les journaux	92	6,4
Livret d'explications du Conseil fédéral	87	6,8
Emissions sur la votation à la télévision	79	6,2
Journaux ou prospectus de votation	72	5,2
Annonces dans les journaux	67	4,7
Emissions sur la votation à la radio	67	5,3
Courriers de lecteurs dans les journaux ou commentaires de lecteurs sur les forums en ligne	66	4,9
Affiches dans la rue	59	3,7
Sondages	58	4,4
Pages d'actualités sur Internet	55	5,2
Informations sur le lieu de travail	35	4,6
Films et vidéoclips sur Internet	33	3,5
Médias sociaux comme Facebook ou Twitter	27	4,0

Les résultats ont été pondérés. Remarques : la deuxième colonne (« Taux d'utilisation en % ») indique la proportion de votants qui ont utilisé la source d'information en question. La troisième colonne (« Intensité d'utilisation ») informe sur la mesure dans laquelle chaque média a été mis à profit (moyenne arithmétique de l'intensité d'utilisation entre 1 et 10). La moyenne repose uniquement sur les indications fournies par les personnes qui ont effectivement utilisé le média en question.

4. Le verdict des urnes

Le verdict des urnes en fonction de critères sociaux et politiques

L'enquête a révélé des différences de comportement en fonction de divers critères socio-démographiques. Mais à l'image de nombreuses votations, ces différences n'ont pas été trop marquées (pour de plus amples analyses, prière de consulter les tableaux en annexe). Les femmes ont été légèrement plus nombreuses que les hommes à approuver l'initiative. La plupart des moins de 50 ans se sont ralliés au *oui* alors que la majorité des plus de 50 ans ont opté pour le *non*. En matière de comportement de vote, peu de différences sont apparues entre les différents groupes d'âge, à l'exception des plus de 69 ans, qui ont été à peine un tiers parmi les sondés à glisser un oui dans les urnes. Autrement dit, les initiants ne sont pas parvenus à convaincre suffisamment de jeunes pour faire pencher la balance en leur faveur. On constate de nettes différences en fonction du niveau de formation. Les titulaires d'un diplôme tertiaire (haute école spécialisée/université/EPF) ont globalement soutenu l'initiative tandis que les personnes au bénéfice d'un diplôme de niveau inférieur lui ont majoritairement opposé un refus.

Dans le cadre de la présente enquête, nous avons également demandé aux personnes interrogées si leur foyer achetait du courant vert, même si celui-ci coûte plus cher que le courant standard. 28% ont indiqué que leur foyer s'approvisionnait en éco-électricité. Ces foyers, qui sont donc prêts à payer plus cher pour du courant « propre », ont été 57% à adhérer à l'initiative. A l'inverse, les personnes dont le foyer n'est pas alimenté en électricité verte ou qui ne savent pas quel type de courant elles utilisent ont dans leur majorité rejeté l'initiative.

Tableau 4-1 : comportement de vote en fonction de critères socio-démographiques (en % des votants)

Critères	Oui (en %) (pondéré)	N	V de Cramer/marge d'erreur
Total	46	1062	
Sexe			V = 0,08**
Hommes	43	569	+/-4,1
Femmes	49	493	+/-4,4
Age			V = 0,15***
18 à 29 ans	53	113	+/-9,2
30 à 39 ans	52	74	+/-11,4
40 à 49 ans	55	164	+/-7,5
50 à 59 ans	46	207	+/-6,8
60 à 69 ans	48	235	+/-6,4
70 ans et plus	32	269	+/-5,8
Niveau de formation			V = 0,14***
Sans formation post-obligatoire	44	107	+/-9,5
Formation professionnelle initiale/apprentissage	40	418	+/-4,8
Maturité/formation professionnelle supérieure	42	236	+/-6,4
Haute école spécialisée/université/EPF	57	295	+/-5,6
Achat d'éco-électricité			V = 0,15***
Oui	57	293	+/-5,6
Non	40	605	+/-4,0
Ne sait pas	44	158	+/-7,8

Les critères politiques (**Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.**) ont révélé des différences notables de comportement. Comme souvent, il transparaît de cette votation un net clivage gauche-droite. Les votants qui se positionnent tout à gauche ou à gauche de l'échiquier politique ont été les plus nombreux à voter « oui ». Au centre, le non l'emportait déjà tandis qu'à droite et tout à droite, le non était largement majoritaire.

Le même tableau apparaît lorsque les votes sont ventilés par sympathie politique. Quand bien même les sondages avaient annoncé de prime abord une large adhésion à l'initiative, un schéma typique s'est révélé lors de l'analyse du scrutin. Les sympathisants des Verts ont quasiment tous glissé un *oui* dans les urnes. Dans les rangs des Vert'libéraux et du PS, plus de 70% les ont suivis. Au sein du PDC, une majorité votait déjà contre l'initiative, la même situation prévalant chez les personnes n'ayant aucune sympathie politique. Le PDC est donc parvenu à inciter la majorité de ses sympathisants à voter *non*. Les partisans du PLR et de l'UDC ont pour leur part opposé un net refus à l'initiative puisque seuls 20% d'entre eux environ se sont ralliés au oui.

Il est intéressant d'examiner comment la confiance dans diverses institutions a influencé le vote. Contrairement au schéma observé lors de précédentes votations, la confiance accordée au Conseil fédéral n'a été guère significative et n'a pas produit l'effet escompté, à savoir que les personnes qui accordent une grande confiance au gouvernement suivent sa recommandation et rejettent globalement l'initiative. Le 27 novembre 2016, les personnes qui ont indiqué témoigner une grande confiance au Conseil fédéral ont eu davantage tendance à approuver l'initiative que celles ayant rapporté avoir moins confiance dans l'institution.

La confiance dans les organisations directement impliquées dans la campagne est en revanche corrélée à la part de oui et va ainsi dans le sens escompté. Les personnes qui ont indiqué avoir largement confiance dans l'économie suisse ou les compagnies d'électricité ont eu tendance à rejeter l'initiative tandis que celles qui ont indiqué placer une grande confiance dans les organisations de protection de l'environnement ont eu tendance à la soutenir.

Tableau 4-2 : comportement de vote en fonction de critères politiques (en % des votants effectifs)

Critères	Oui (en %) (pondéré)	N	V de Cramer/marge d'erreur
Total	46	1062	
Positionnement gauche-droite (0-10)			V = 0,45***
Tout à gauche (0-2)	91	95	+/-6,5
Gauche (3,4)	76	206	+/-5,6
Centre (5)	42	355	+/-5,2
Droite (6,7)	28	263	+/-5,6
Tout à droite (8-10)	16	111	+/-7,2
Sympathie politique			V = 0,49***
PLR	18	193	+/-6,0
PDC	39	127	+/-8,6
PS	79	195	+/-5,5
UDC	20	154	+/-6,7
PVL	71	59	+/-10,9
Les Verts	98	67	+/-2,9
Autre parti	45	51	+/-13,9
Aucun parti	42	199	+/-7,0

Critères	Oui (en %) (pondéré)	N	V de Cramer/marge d'erreur
Confiance dans les institutions			
Conseil fédéral			V = 0,08*
Très faible à moyenne (0-5)	38	368	+/-5,0
Elevée (6,7)	46	502	+/-4,0
Très élevée (8-10)	50	694	+/-3,3
Economie suisse			V = 0,27***
Très faible à moyenne (0-5)	65	272	+/-5,5
Elevée (6,7)	46	405	+/-4,9
Très élevée (8-10)	28	359	+/-4,9
Organisations de protection de l'environnement			V = 0,26***
Très faible à moyenne (0-5)	29	299	+/-5,4
Elevée (6,7)	43	416	+/-4,8
Très élevée (8-10)	66	323	+/-5,1
Compagnies d'électricité			V = 0,25***
Très faible à moyenne (0-5)	57	493	+/-4,3
Elevée (6,7)	40	354	+/-5,2
Très élevée (8-10)	17	175	+/-6,6

Les motivations

Dans le cadre de l'enquête, nous avons ouvertement recensé les principaux motifs d'approbation et de refus. Les personnes sondées ont pu citer plusieurs motifs, qui ont ensuite été codés manuellement selon un schéma ad hoc et synthétisés. Les tableaux ci-après indiquent à quelle fréquence les différents motifs ont été cités comme première réponse et à quelle fréquence ils ont été mentionnés au total par les partisans du oui ou du non.

Dans les **motifs d'approbation**, l'aspect sécuritaire a logiquement dominé. 37% des personnes ayant approuvé l'initiative ont cité comme premiers motifs des aspects sécuritaires ou leur opposition de principe au nucléaire. Au total, 58% des personnes ayant glissé un oui dans les urnes ont invoqué la sécurité comme l'une des raisons de leur décision. Dans ce groupe, les dangers du nucléaire, l'opposition de toujours à l'énergie nucléaire et la peur d'une catastrophe nucléaire sont les arguments qui ont prévalu.

21% des partisans de l'initiative ont invoqué comme premier motif de leur décision la protection de l'environnement et le problème de l'élimination des déchets radioactifs. A cet égard, le fait que la question du stockage des déchets nucléaires ne soit pas résolue a pesé le plus lourd. Au total, 24% des partisans ont mentionné cet argument, dont 10% dans leur première réponse. Le problème non résolu de l'élimination des déchets radioactifs figure ainsi en bonne place dans la liste des arguments ayant motivé un vote positif, bien que celui-ci n'ait eu guère de poids lors de la campagne.

Les diverses références à la politique énergétique ont représenté 22% des premières réponses et 25% de l'ensemble des réponses. Dans ce groupe de motifs, le fait que la sortie du nucléaire favorise les énergies alternatives a joué un rôle essentiel.

Dans le camp des partisans, il est intéressant de regarder de plus près les raisons qui n'ont pas été citées ou seulement de manière isolée. La question des coûts liés à la sortie du nucléaire et de la création d'emplois dans les énergies renouvelables n'a guère été évoquée par les défenseurs de l'initiative. Les initiants ne sont donc pas parvenus à faire valoir avec crédibilité et efficacité leur argument selon lequel la sortie du nucléaire profiterait aussi à l'économie et permettrait de créer de nouveaux emplois dans le domaine des énergies vertes.

Tableau 4-3 : motifs d'approbation (en % des votes positifs)

	Premières réponses		Ensemble des réponses	
	en %	n	en %	n
Sécurité/contre les centrales nucléaires	37		58	
Les centrales nucléaires sont dangereuses/risque élevé	13	65	21	103
J'ai toujours été contre l'énergie nucléaire	7	33	8	36
Peur d'un accident nucléaire/d'une catastrophe environnementale	6	28	12	56
Les centrales nucléaires de la Suisse sont trop vieilles	4	18	8	37
Autre référence (générale) à la sécurité	3	16	4	21
La sortie du nucléaire ne devrait pas être retardée plus longtemps	2	10	3	13
L'énergie nucléaire n'est plus opportune/plus dans l'air du temps	1	7	3	14
Environnement/déchets radioactifs	21		44	
L'élimination des déchets radioactifs n'est pas résolue	10	50	24	115
Autre référence (générale) à l'environnement	6	28	8	40
Pour les générations futures	4	18	10	48
L'énergie nucléaire est mauvaise pour l'environnement	1	7	2	8
Politique énergétique	22		25	
La sortie du nucléaire favorise le progrès technologique/les énergies alternatives	9	44	21	99
Même sans énergie nucléaire, nous avons des ressources d'énergie suffisamment grandes	6	28	11	55
Une date concrète de sortie du nucléaire fait de la pression	4	20	8	36
L'avenir appartient aux énergies renouvelables	3	13	4	20
Autre référence (générale) à la faisabilité et à l'approvisionnement	0	2	2	11
Motifs divers	20		37	
Donner un signal, une leçon, protestation	5	24	6	28
Personnellement concerné-e	3	14	5	23
Autres motifs	12		26	
Total	100	483	185	839

Les résultats ont été pondérés. Les chiffres ayant été arrondis, la somme de tous les motifs n'est pas toujours égale à 100%. Bien qu'ayant parfois mentionné plusieurs motifs, les personnes sondées ont systématiquement été interrogées sur leurs autres raisons éventuelles. Les deux dernières colonnes prennent en compte toutes les motivations citées par les personnes interrogées, ce qui explique que la somme totale est supérieure à 100%.

Dans les **motifs de refus**, c'est l'aspect qui avait été mis en avant par les détracteurs de l'initiative lors de leur campagne qui a le plus convaincu : le délai ne serait pas le bon et les nouvelles technologies ne seraient pas encore au point. 54% des partisans du non ont cité l'un de ces motifs comme première réponse et 70% ont mentionné au moins un de ces deux arguments. Dans ce groupe de motifs, le calendrier trop serré est la raison qui a été invoquée le plus souvent. 43% des détracteurs de l'initiative ont estimé que la sortie du nucléaire serait précipitée (37% des premières réponses) et 15% ont cité comme raison principale les technologies pas encore au point dans l'optique d'une transition (23% au total).

La crainte que l'approvisionnement en électricité ne puisse être assuré sans discontinuité constitue le principal motif de désapprobation. Si celui-ci a été cité par seulement 18% des personnes interrogées comme première réponse, dans l'ensemble, 42% des partisans du non ont craint des répercussions sur

l’approvisionnement en courant. Au titre des principales préoccupations figurent la crainte de devoir importer de l’électricité de l’étranger et la peur d’une pénurie de courant.

Les coûts et la sécurité des emplois ont joué un rôle mineur dans les motivations. 4% des premières réponses ont fait référence aux coûts et aux emplois, et ces motifs ont été mentionnés par 15% des partisans du non au total. Dans ce groupe, c’est l’aspect des coûts qui a prévalu de manière générale. La problématique des alternatives à l’énergie nucléaire a elle aussi été très peu citée. Dans la dernière ligne droite de la campagne, les opposants ont une nouvelle fois avancé l’argument selon lequel l’initiative imposerait de produire du courant « sale » à partir de centrales à charbon afin de compenser l’énergie nucléaire. Dans le cadre de l’enquête post-votation, ce motif n’a en revanche trouvé qu’un écho isolé parmi les personnes ayant voté « non ».

Tableau 4-4 : motifs de refus (en % des votes négatifs)

Critères	Premières réponses		Ensemble des réponses	
	en %	n	en %	n
Délai de la sortie	54		70	
La sortie du nucléaire serait précipitée/délais trop courts	37	209	43	243
Nous ne sommes pas prêts d’un point de vue technologique/nous n’avons pas suffisamment de ressources d’énergie alternative	15	83	23	129
La Stratégie énergétique 2050 du Conseil fédéral est plus réaliste/meilleure	3	15	5	27
L’approvisionnement	18		42	
Pénurie d’électricité ou coupures de courant	9	53	14	82
La Suisse devrait importer de l’électricité de l’étranger	7	40	22	127
Dépendance de l’étranger	2	11	5	27
Coûts/emplois	4		15	
L’électricité de l’étranger est chère	1	4	2	10
Les coûts de l’électricité augmenteraient à cause de la pénurie d’électricité	0	2	1	8
Des emplois disparaîtraient	1	3	1	6
Les exploitants des centrales nucléaires pourraient demander des dédommagements	0	3	1	6
Fermer des centrales nucléaires induit des coûts très élevés	0	2	1	6
Autre référence (générale) aux coûts	1	8	8	47
Alternatives problématiques	2		13	
L’énergie nucléaire est plus favorable à l’environnement que l’énergie fossile (p. ex. charbon)	0	1	2	9
Energies de remplacement/alternatives sales	0	0	8	46
Autre référence (générale) à l’environnement	2	9	3	20
Motifs divers	22		37	
Recommandation du Conseil fédéral	4	21	6	31
Autres motifs	18		31	
Total	100	568	176	998

Les résultats ont été pondérés. Les chiffres ayant été arrondis, la somme de tous les motifs n’est pas toujours égale à 100%. Bien qu’ayant parfois mentionné plusieurs motifs, les personnes sondées ont systématiquement été interrogées sur leurs autres raisons éventuelles. Les deux dernières colonnes prennent en compte toutes les motivations citées par les personnes interrogées, ce qui explique que la somme totale est supérieure à 100%.

A l'issue de la votation, deux thèmes ont dominé le débat sur la politique énergétique : la Stratégie énergétique 2050 et la question de la sortie du nucléaire en général.

Les partisans de la Stratégie énergétique 2050 ont souhaité interpréter le *non* à l'initiative comme un signal clair en faveur de la Stratégie énergétique 2050. La stratégie de la Confédération n'a cependant été citée que de manière isolée dans les motifs de refus. Seuls 5% des partisans du non ont explicitement rejeté l'initiative « Sortir du nucléaire » au motif qu'ils considéraient la Stratégie énergétique 2050 comme une meilleure alternative. Au regard des raisons invoquées, il n'est par conséquent pas permis d'affirmer que la Stratégie énergétique 2050 a pesé dans la décision de vote. D'autant que l'enquête a été réalisée après le scrutin et que l'on pourrait dès lors supposer que le débat post-votation a joué dans les réponses fournies. Il semble en effet plus probable que la plupart des personnes sondées aient davantage remis en question la sortie du nucléaire ou sa faisabilité que considéré les alternatives possibles, et que la population soit encore loin de s'être forgé une opinion sur l'ensemble de mesures relativement complexes que représente la Stratégie énergétique 2050.

Le débat a aussi porté sur la question de savoir si les 54% de non ne devaient pas être interprétés comme un vote de confiance en faveur de l'énergie nucléaire. Dans cette optique, nous avons demandé aux votants de nous préciser quelle était leur position générale par rapport à l'énergie nucléaire. La question a été posée en ces termes : « Souhaitez-vous une Suisse qui utilise l'énergie nucléaire ou une Suisse sans énergie nucléaire ? » Au total, 76% des votants ont indiqué être plutôt ou totalement favorables à une Suisse sans énergie nucléaire (**Fehler! Verweisquelle konnte nicht gefunden werden.**) et 48% si l'on considère uniquement ceux qui le souhaitent totalement. Seuls 24% sont pour une Suisse avec énergie nucléaire. Dans le camp du oui, les partisans d'une Suisse qui utilise l'énergie nucléaire sont peu nombreux et dans le camp du non, une large majorité (plus de 60%) plébiscite également une Suisse sans énergie nucléaire.

La donne n'a donc pas changé en ce qui concerne la nette majorité que l'on observe sur la question de l'énergie nucléaire depuis la catastrophe de Fukushima. Tous partis confondus, il apparaît en outre que la majorité des électrices et électeurs ayant participé au scrutin du 27 novembre 2016 rejettent cette énergie : 95% des sympathisants des Verts s'opposent de façon générale au nucléaire, une proportion qui atteint environ 90% chez les partisans des Vert'libéraux et du PS. Au sein du PDC, 80% se déclarent contre l'énergie nucléaire et dans les rangs du PLR et de l'UDC également, plus de 60% y sont défavorables.

Se pose alors la question de savoir quels arguments ont convaincu les personnes en réalité favorables à une sortie du nucléaire de voter *non* malgré tout. Il apparaît que les différents motifs de refus invoqués dans ce groupe d'électeurs sont cités dans des proportions similaires par les autres partisans du non. Seul l'argument selon lequel la sortie apparaît comme précipitée a été mentionné plus fréquemment.

Tableau 4-5 : position par rapport à l'énergie nucléaire chez tous les votants ainsi que dans les camps du oui et du non en novembre

	Ensemble des votants en %	Partisans en %	Opposants en %
Suisse <u>avec</u> énergie nucléaire	24	8	37
Totalement pour	8	4	11
Pour	6	1	10
Plutôt pour	10	2	17
Suisse <u>sans</u> énergie nucléaire	76	92	63
Plutôt pour	14	7	20
Pour	15	11	18
Totalement pour	48	74	25
Total	100	100	100
n	1052	486	566

L'impact des arguments de vote

Les personnes interrogées se sont vu suggérer divers arguments favorables et défavorables qu'elles étaient invitées à approuver ou à rejeter (tableau 4-6). Dans le cadre de l'analyse de ces arguments, il n'était pas seulement intéressant de connaître le pourcentage total d'approbation ou de rejet, mais également de découvrir quels arguments ont divisé les camps du oui et du non. Lorsque l'évaluation des arguments fait ressortir des divergences marquées entre les deux camps, cela suggère que les points considérés ont joué un rôle prépondérant dans la décision.

L'**argument en faveur de l'initiative** selon lequel une sortie rapide du nucléaire garantirait une plus grande sécurité a trouvé écho auprès d'une petite majorité des votants (53%). Toutefois, le degré d'approbation a significativement varié entre ses partisans, qui y ont adhéré à 85%, et ses opposants, qui n'y ont souscrit qu'à 25%. La question de la sécurité, qui constitue depuis toujours une question de conviction selon que l'on soit pour ou contre les centrales nucléaires, a également divisé les électeurs dans le cadre de cette votation et fortement influencé la décision de vote sur l'initiative « Sortir du nucléaire ».

Au total, près de deux tiers des votants ont déclaré croire à la possibilité d'une sortie du nucléaire. Mais là encore, cet argument a trouvé un terrain nettement plus favorable chez les défenseurs de l'initiative, qui l'ont approuvé à 86%, que chez ses détracteurs, qui ont été moins de 50% à y adhérer. L'argument des partisans, selon lequel une date butoir de sortie permettrait de créer de bonnes conditions pour les investissements dans les énergies renouvelables, a été accepté tant par l'électorat dans son ensemble (77%) que par les partisans du projet (93%), et même ses opposants (62%). Globalement, la majorité de la population pense qu'il existe des alternatives à l'énergie nucléaire, une conviction qui va dans le sens d'une société majoritairement favorable à une Suisse sans énergie nucléaire.

Les **arguments contre l'initiative** suggérés ont fait ressortir à chaque fois de fortes divergences entre les partisans du projet et ses opposants. Dans le camp du non, 82% ont estimé que l'agenda n'était pas réaliste et 81% ont considéré qu'une sortie rapide du nucléaire mettrait en péril la sécurité de l'approvisionnement. Dans le camp du oui, seuls 26% ont jugé l'agenda problématique et 20% se sont préoccupés de la sécurité de l'approvisionnement. Au total, ces deux arguments ont également pu recueillir une majorité.

L'argument selon lequel l'énergie nucléaire est en conformité avec une protection efficace du climat car, sans elle, il faudra se servir des centrales à charbon pour produire de l'énergie n'a pour sa part pas obtenu de majorité. 51% l'ont rejeté. Dans le camp du non, il a été approuvé à 66% et dans le camp du oui, il n'a recueilli que 21% d'adhésion.

Tableau 4-6 : accueil des arguments pour et contre l'initiative (en % des votants)

Arguments pour l'initiative		D'accord	Pas d'accord	Ne sait pas
« Une sortie rapide du nucléaire garantit une plus grande sécurité. »	Total	53	46	2
	Partisans	85	13	2
	Opposants	25	73	2
« Une sortie programmée du nucléaire est praticable puisque la Suisse dispose d'importantes ressources énergétiques renouvelables. »	Total	64	35	2
	Partisans	86	13	1
	Opposants	45	53	2
« Une date butoir de sortie permet de créer de bonnes conditions pour les investissements dans les énergies renouvelables. »	Total	77	20	4
	Partisans	93	4	3
	Opposants	62	33	5

Arguments contre l'initiative		D'accord	Pas d'accord	Ne sait pas
« L'agenda de l'initiative n'est pas réaliste et dépasse de loin l'objectif fixé. »	Total	56	40	4
	Partisans	26	69	5
	Opposants	82	15	4
« L'énergie nucléaire est en conformité avec une protection efficace du climat car, sans elle, il faudra se servir des centrales au charbon pour produire de l'énergie. »	Total	46	51	3
	Partisans	21	75	3
	Opposants	66	31	3
« Une sortie rapide du nucléaire met en péril la sécurité de l'approvisionnement. »	Total	53	45	2
	Partisans	20	78	2
	Opposants	81	17	2

Les résultats ont été pondérés. Ces chiffres constituent des pourcentages en ligne. Exemple de lecture concernant le premier argument : 53% de l'ensemble des votantes et votants (resp. 85% et 25% de tous les partisans et opposants) soutiennent l'argument pour l'initiative selon lequel une sortie rapide du nucléaire garantit une plus grande sécurité. Cet argument a été rejeté par 46% de tous les votants, alors que 2% n'ont pas été en mesure de répondre (« Ne sait pas »). Les chiffres ayant été arrondis, les totaux ne sont pas toujours égaux à 100%. N pour tous les arguments : total = 1062, partisans = 485, opposants = 576.

Annexe

La présente analyse repose sur l'enquête post-votation VOTO relative à la votation fédérale du 27 novembre 2016 réalisée conjointement par l'institut de recherche FORS à Lausanne, le Centre d'études sur la démocratie Aarau (ZDA) et l'institut de sondage LINK sur mandat de la Chancellerie fédérale. FORS et ZDA se sont partagé la responsabilité du développement et de la traduction du questionnaire. L'enquête a été réalisée par LINK entre le 29 novembre et le 17 décembre 2016. FORS, en collaboration avec le Centre d'études ZDA, a ensuite été chargé de l'analyse des données et de la rédaction du rapport.

Collecte des données

Le cadre de sondage pour les enquêtes auprès de la population (SRPH) de l'Office fédéral de la statistique (OFS) a servi de cadre de sondage pour la présente collecte de données. Le SRPH repose sur les registres officiels de population dont les données sont fournies à l'OFS dans le cadre du nouveau système de recensement, et actualisées trimestriellement. Ce procédé permet de garantir une couverture complète de la population cible (citoyens suisses disposant du droit de vote). L'ensemble des citoyens suisses disposant du droit de vote a ensuite été réparti en trois strates représentant les régions linguistiques, sur la base desquelles des échantillons indépendants les uns des autres ont été constitués de manière aléatoire. La stratification de l'échantillon total est non proportionnelle. Cela signifie que les différentes strates d'échantillonnage n'ont pas été sélectionnées proportionnellement à leur répartition dans la population totale : en effet, le Tessin et la Suisse romande sont surreprésentés dans l'échantillon total. Ce procédé permet de garantir une analyse fiable concernant le comportement de vote des deux régions linguistiques plus petites susmentionnées. Concernant l'évaluation des données à l'échelle nationale, une pondération initiale a été employée (voir aussi section relative à la pondération).

L'échantillon comprend un total de 1578 personnes interrogées, parmi lesquelles 51% proviennent de Suisse alémanique (n=812), 27% de Suisse romande (n=433) et 21% du Tessin (n=333). L'enquête a duré en moyenne 19,3 minutes.

Tableau 0-1 : exploitation des adresses

	Nombre	En %	En % des numéros de tél. valables
Adresses actives consolidées (après déduction des personnes décédées ou ayant déménagé à l'étranger)	4942	100	
Appartenance à l'échantillon non déterminée (pas de numéro de téléphone, numéro non valable, personne inconnue ou ayant déménagé, répondeur téléphonique, courrier retourné à l'expéditeur, etc.)	1812	37	
Total des adresses avec numéro de téléphone valable	3130	63	100
Pas atteint (pas de contact)	627	13	20
Contact établi	2503	51	80
Refus, problèmes de santé, injoignable après le premier contact, etc.	925	19	30
Total des entretiens	1578	32	50

Représentativité de l'échantillon

La représentativité socio-démographique de l'échantillon est garantie par le cadre d'échantillonnage et par le procédé de sélection de l'échantillon. Les personnes ayant participé au vote sont nettement surreprésentées. Néanmoins, l'écart (24,0 points de pourcentage) se situe dans le cadre habituel. Les écarts relatifs à la décision de vote effective s'élèvent à +3,3 points de pourcentage pour l'initiative « Sortir du nucléaire ».

Pondération

Premièrement, une pondération initiale a été utilisée afin de corriger le biais induit par le design de l'étude (stratification non proportionnelle des régions linguistiques). Deuxièmement, une pondération pour non-réponse a également été introduite pour compenser la répartition non aléatoire des participants. Une distinction a été opérée entre les deux motifs principaux de non-réponse, à savoir l'impossibilité de joindre la personne pendant la durée de l'étude et le refus après un premier contact. Cette différenciation est recommandée car les causes de ces deux motifs principaux de non-réponse sont souvent antagonistes : les personnes injoignables sont souvent actives au niveau professionnel et social, plus jeunes, et vivent dans des ménages de petite taille. En revanche, les personnes qui refusent de répondre sont souvent peu actives et s'impliquent peu au niveau politique. Une pondération pour non-réponse agrégée ne permettrait pas de tenir compte de ces différences. Par conséquent, nous avons dans un premier temps estimé la probabilité d'être contacté au moyen d'une régression logistique. Sur la base de cette estimation, nous avons calculé le poids accordé au contact (score de propension). Dans une deuxième étape, nous avons estimé la probabilité que les personnes contactées coopèrent sur la base du même procédé. Les deux modèles utilisent des variables socio-démographiques issues du registre ainsi que des informations sur les membres de l'échantillon récoltées durant l'enquête (comme le nombre de tentatives infructueuses de prise de contact). L'estimation de la possibilité de prise de contact est le résultat de la pondération initiale, de la joignabilité ainsi que de l'information relative à l'existence ou non d'une ligne de téléphone fixe. Pour sa part, la probabilité de posséder un téléphone fixe est également calculée au moyen d'une régression logistique qui s'appuie sur des variables socio-démographiques issues du registre. La pondération pour non-réponse résulte de la multiplication du poids des facteurs « contact » et « coopération » et de la normalisation. Dans une dernière étape, cette pondération des répondants a été adaptée à la participation et aux décisions de vote effectives.

Inférence

Les valeurs d'une enquête sont systématiquement sujettes à une erreur aléatoire. Le présent rapport repose sur un intervalle de confiance de 95%. Cet intervalle donne la fourchette (double marge d'erreur) à l'intérieur de laquelle la valeur réelle de la population totale a une probabilité de 95% de se situer. L'intervalle de confiance dépend à la fois de la taille de l'échantillon et de la répartition des valeurs des variables. En cas de rapport équilibré entre les pourcentages de vote « oui » et « non » (soit un pourcentage de 50% de oui et de 50% de non) pour une taille d'échantillon de 1000 personnes interrogées, la marge d'erreur s'élève à +/-3,1 points de pourcentage. En d'autres termes : dans cet exemple, la probabilité que la répartition réelle des voix se situe entre 46,9% et 53,1% est de 95%. Cette erreur aléatoire augmente au fur et à mesure que le nombre de personnes sondées diminue selon le principe de la racine $n^{\text{ième}}$ (la marge d'erreur évolue de manière inversement proportionnelle à la racine carrée de la taille de l'échantillon). Dans le cas de sous-groupes de petite taille, la marge d'erreur augmente de telle manière qu'elle compromet significativement la pertinence statistique des valeurs de l'échantillon.

Dans le cadre de l'analyse de la décision de vote, seules les différences concernant la décision effective, c.-à-d. entre les personnes ayant approuvé ou rejeté l'initiative, ont été examinées à chaque fois. Les personnes qui ont voté blanc ou celles qui ne se souvenaient plus n'ont pas été prises en compte.

Tableaux

Tableau 0-2 : participation à la votation du 27 novembre 2016 en fonction de critères socio-démographiques et politiques (en % des votants [résultats pondérés])

Critères	Taux de participation (%)	n	V de Cramer/marge d'erreur
Total	45	1578	
Sexe			V = 0,11***
Hommes	51	777	+/-3,1
Femmes	40	801	+/-3,3
Total	45	1578	
Age			V = 0,20***
18 à 29 ans	31	200	+/-6,9
30 à 39 ans	29	146	+/-8,1
40 à 49 ans	41	260	+/-5,8
50 à 59 ans	50	301	+/-5,1
60 à 69 ans	54	313	+/-4,7
70 ans et plus	57	358	+/-4,3
Total	45	1578	
Revenu équivalent			V = 0,16***
1 ^{er} quartile (≤ CHF 3200)	37	365	+/-5,0
2 ^e quartile (CHF 3201 – 4600)	43	345	+/-4,9
3 ^e quartile (CHF 4601 – 6200)	47	299	+/-5,1
4 ^e quartile (> CHF 6200)	58	332	+/-4,3
Total	46	1341	
Niveau de formation			V = 0,13***
Sans formation post-obligatoire	38	182	+/-7,0
Formation professionnelle initiale/apprentissage	40	674	+/-3,6
Maturité/formation professionnelle supérieure	50	325	+/-4,8
Haute école spécialisée/université/EPF	54	390	+/-4,2
Total	45	1571	
Statut professionnel			V = 0,18***
Indépendant-e	56	113	+/-7,7
Employé-e	41	665	+/-3,6
Autres personnes actives	29	77	+/-11,2
Personne inactive en formation	51	78	+/-9,6
Personne inactive à la retraite	56	511	+/-3,6
Femme/homme au foyer	36	110	+/-9,3
Autres personnes inactives	22	22	+/-21,3
Total	45	1576	

Critères	Taux de participation (%)	n	V de Cramer/marge d'erreur
Positionnement gauche-droite (0-10)			V = 0,09*
Tout à gauche (0-2)	55	122	+/-7,4
Gauche (3,4)	51	284	+/-5,1
Centre (5)	40	559	+/-3,9
Droite (6,7)	51	358	+/-4,5
Tout à droite (8-10)	51	156	+/-7,0
Total	47	1479	
Sympathie politique			V = 0,17***
PLR	56	270	+/-5,2
PDC	52	176	+/-6,5
PS	53	265	+/-5,2
UDC	39	245	+/-6,0
PVL	69	72	+/-8,7
Les Verts	58	85	+/-8,6
Autre parti	39	81	+/-10,3
Aucun parti	30	354	+/-5,2
Total	45	1548	
Confiance dans le Conseil fédéral (0-10)			V = 0,10***
Très faible à moyenne (0-5)	38	368	+/-5,0
Elevée (6,7)	46	502	+/-4,0
Très élevée (8-10)	50	694	+/-3,3
Total	45	1564	
Intérêt politique			V = 0,40***
Très intéressé-e	77	343	+/-3,2
Plutôt intéressé-e	52	784	+/-3,0
Plutôt pas intéressé-e	23	332	+/-5,4
Pas du tout intéressé-e	9	114	+/-8,1
Total	45	1573	

Tableau 0-3 : part des votes positifs du 27 novembre 2016 en fonction de critères socio-démographiques et politiques (en % des votants [résultats pondérés])

Critères	Oui (%)	n	V de Cramer/marge d'erreur
Total	46	1062	
Sexe			V = 0,08**
Hommes	43	569	+/-4,1
Femmes	49	493	+/-4,4
Total	46	1062	
Age			V = 0,15***
18 à 29 ans	53	113	+/-9,2
30 à 39 ans	52	74	+/-11,4
40 à 49 ans	55	164	+/-7,5
50 à 59 ans	46	207	+/-6,8
60 à 69 ans	48	235	+/-6,4
70 ans et plus	32	269	+/-5,8
Total	46	1062	
Revenu équivalent			V = 0,07
1 ^{er} quartile (≤ CHF 3200)	41	209	+/-6,8
2 ^e quartile (CHF 3201 – 4600)	50	235	+/-6,4
3 ^e quartile (CHF 4601 – 6200)	56	213	+/-6,6
4 ^e quartile (> CHF 6200)	44	263	+/-6,1
Total	47	920	
Niveau de formation			V = 0,14***
Sans formation post-obligatoire	44	107	+/-9,5
Formation professionnelle initiale/apprentissage	40	418	+/-4,8
Maturité/formation professionnelle supérieure	42	236	+/-6,4
Haute école spécialisée/université/EPF	57	295	+/-5,6
Total	46	1056	
Statut professionnel			V = 0,12*
Indépendant-e	54	86	+/-10,5
Employé-e	48	415	+/-4,8
Autres personnes actives	49	43	+/-14,9
Personne inactive en formation	52	59	+/-12,9
Personne inactive à la retraite	37	388	+/-4,9
Femme/homme au foyer	61	60	+/-12,4
Autres personnes inactives	60	10	+/-32,0
Total	46	1061	

Critères	Oui (%)	n	V de Cramer/marge d'erreur
Positionnement gauche-droite (0-10)			V = 0,45***
Tout à gauche (0-2)	91	95	+/-6,5
Gauche (3,4)	76	206	+/-5,6
Centre (5)	42	355	+/-5,2
Droite (6,7)	28	263	+/-5,6
Tout à droite (8-10)	16	111	+/-7,2
Total	46	1030	
Sympathie politique			V = 0,49***
PLR	18	193	+/-6,0
PDC	39	127	+/-8,6
PS	79	195	+/-5,5
UDC	20	154	+/-6,7
PVL	71	59	+/-10,9
Les Verts	98	67	+/-2,9
Autre parti	45	51	+/-13,9
Aucun parti	42	199	+/-7,0
Total	45	1045	
Confiance dans le Conseil fédéral (0-10)			V = 0,08*
Très faible à moyenne (0-5)	46	219	+/-6,6
Elevée (6,7)	50	344	+/-5,3
Très élevée (8-10)	43	497	+/-4,4
Total	46	1060	
Intérêt politique			V = 0,09*
Très intéressé-e	54	303	+/-5,6
Plutôt intéressé-e	41	579	+/-4,1
Plutôt pas intéressé-e	47	149	+/-8,0
Pas du tout intéressé-e	43	27	+/-19,1
Total	46	1058	